

Je tiens à exprimer ma reconnaissance pour la lutte qu'a livrée le parti conservateur. Je ne saurais ressentir autre chose que de la fierté de tout ce qui s'est dit à la Chambre, compte tenu des nombreuses heures que les députés doivent avoir passées dans les réunions, les séances, et ainsi de suite.

Cet été a été grave pour tous les intéressés. Mais nous concevons mal, nous qui sommes si loin du lieu où se déroulent ces événements, quelle fatigue, et parfois quel découragement tout ceci peut entraîner pour le corps et l'esprit. Je réitère donc mes sincères remerciements pour ce beau travail. Quelle qu'en soit l'issue, quel que soit le drapeau qu'on déploiera officiellement comme emblème national dans les jours à venir, le parti conservateur du Canada pourra toujours se rappeler avec honneur ce glorieux été de 1964.

Des voix: Bravo!

M. Irvine: Il est évident que les paroles prononcées à la Chambre, qui se sont répandues d'un bout à l'autre du pays, font une certaine impression sur notre grande nation.

Je citerai, maintenant, un article publié dans la *Free Press* de London, le 23 mai 1964. L'auteur en est M. Arthur R. Ford, rédacteur émérite de notre journal à London. L'article a pour titre: «Le nouveau drapeau créera-t-il l'unité?»

Quant à moi, je crois qu'un gouvernement minoritaire commet une erreur du point de vue national en insistant sur cette question. J'estime que cela va diviser le pays plus que jamais. J'ai beaucoup d'estime pour M. Pearson et ses réalisations au cours de sa carrière de diplomate canadien. Il a relevé le prestige de notre pays aux Nations Unies et dans les milieux internationaux.

Cependant, M. Pearson demande beaucoup aux Canadiens de souche britannique ou loyaliste américaine en les invitant à abandonner l'Union Jack, bien que la plupart d'entre nous l'accepteront si cela doit mettre un terme au mouvement québécois en faveur du séparatisme, des États associés et du terrorisme, et instaurer l'unité nationale; mais je doute que le nouveau drapeau ou le nouvel hymne national satisfiera les extrémistes du Québec.

La plupart des habitants de notre région du pays sont disposés à aller très loin et à faire l'impossible pour satisfaire aux exigences raisonnables du Canada français. Ils désirent vivement se joindre à eux pour l'édification d'un Canada plus puissant. Ils se rendent compte que l'ancien Québec est en voie de disparition et que se lève un Québec nouveau et moderne. L'Université de Western Ontario a innové, il y a un certain nombre d'années, en ouvrant une école d'été à Trois-Pistoles pour donner à ses étudiants la chance non seulement d'apprendre le français mais de comprendre le Canada français. Il y a eu ces dernières années dans les écoles un mouvement en faveur d'un emploi plus étendu du français.

Pourtant, il y a certains principes qu'ils ne sont pas disposés à abandonner. Ils veulent le maintien des liens avec la Grande-Bretagne, par la voie d'une appartenance commune au Commonwealth des nations. Ils veulent garder la monarchie et continuer d'avoir pour reine du Canada la souveraine de Grande-Bretagne. Ils veulent conserver le régime parlementaire britannique, qui garantit la possession des précieuses libertés dont nous sommes épris depuis si longtemps: liberté de parole, de presse, d'association, de religion, et l'égalité de la justice pour tous.

[M. Irvine.]

C'est un extrait d'un article écrit par l'un des écrivains les plus éminents du Canada, et je sais qu'il y a mis tout son cœur.

Il y a quelque temps, le premier ministre a déclaré en cette enceinte, au début du débat sur le drapeau, que chacun aurait l'occasion de prendre la parole. En fait, il a insisté pour que chaque député exprime ses vues —et je crois que chacun d'eux a le droit et le devoir d'exposer le point de vue de ses commettants. On ne saurait considérer cela comme de l'obstruction. Le premier ministre lui-même nous a invités à parler au nom de nos commettants.

Le 25 mai, en réponse à une question posée du député de Peace-River, on nous a laissé entendre que le débat se poursuivrait sans interruption et que chaque député pourrait prendre la parole. On peut le constater en consultant la page 3700 du *hansard*. Voilà qu'on parle de limiter le débat; on nous accorderait une semaine pour décider d'une question essentielle pour la nation et dont nous devons subir les conséquences pendant de nombreuses années. Pas plus tard qu'hier, le premier ministre a fait une déclaration à la Chambre en réponse à une question. Voici ce qu'il a dit:

Je crois encore que nous pouvons suivre le programme déjà tracé et je ne crois pas que nos points de vue soient tout à fait irréconciliables.

Mais il a lui-même reconnu la division existante, monsieur l'Orateur. Ce sont là certaines des choses auxquelles nous devrions songer sérieusement. Nous savons qu'il y a de profondes divisions d'un bout à l'autre du pays. Il y en a peut-être plus aujourd'hui que jamais dans le passé.

Je sais que le député de Moose-Jaw-Lake-Centre nous a parlé hier soir d'un article du *Telegram* de Toronto du 22 août 1964 et qu'il en a même cité un passage. Cela m'a porté à relire l'article et j'estime que deux ou trois points mériteraient de retenir l'attention de la Chambre. J'espère qu'ils retiendront aussi l'attention de tous les habitants de notre beau pays dont nous avons le privilège d'être des citoyens. L'article déclare que le vote ne peut être libre. Il établit que dans les circonstances actuelles, il est impossible qu'un vote soit libre. Puis, il ajoute:

Maintenant que les attitudes des partis se sont figées, il est difficile de concevoir un vote vraiment libre.

Il s'est montré sur le tard disposé à atténuer ses premières exigences têtues concernant le drapeau de son choix et il devrait aller encore plus loin et connaître les sentiments de la population au moyen d'un plébiscite.

Peut-être M. Pearson craint-il les résultats de ce sondage de l'opinion publique. Le nombre des lettres et pétitions exprimant la volonté de conserver le pavillon rouge a été impressionnant.